

*Après les Etats généraux du 3 février,
poursuivons nos combats pour le progrès social*

Les Etats généraux du progrès social organisés le 3 février par le **Parti communiste français** ont constitué un rendez-vous national important dans la riposte à la politique d'Emmanuel Macron, un lieu de convergence de militant.e.s politiques, syndicaux et associatifs, de citoyen.ne.s engagés dans des luttes et des projets qui portent l'ambition d'un nouveau progrès social pour la France. Plus de 1000 personnes ont participé à ce rendez-vous.

Leur message doit être entendu par le Président de la République et le gouvernement :

- **La politique du pouvoir aggrave les inégalités et conduit à fracturer notre société en deux** : une société d'insécurité sociale, toujours plus précaire, pour des millions de nos concitoyen.ne.s et une société d'aisance et de bien vivre pour une minorité aisée, pour les plus riches et les détenteurs de capitaux. Cette politique, non seulement met à mal les grandes conquêtes sociales et s'oppose aux valeurs de la République, mais empêche également un avenir de progrès pour tou.te.s.
- **A l'opposé de la vision présidentielle d'une start-up nation inégalitaire, un nouveau progrès social pour la France est possible.** Nous voulons une politique d'égalité et de solidarité, à commencer par l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines. Une politique qui vise l'émancipation au travail, la sécurisation de l'emploi et de la formation, une nouvelle industrialisation, le développement des services publics et de la protection sociale, le droit au logement pour toutes et tous et la promotion des communs. Une politique qui garantit les droits fondamentaux de chacun.e. Une politique qui prend soin de nos aînés et qui offre un avenir à la jeunesse.

Nous appelons nos concitoyen.ne.s, les forces de gauche, politiques, syndicales, associatives à agir ensemble et à amplifier ce message dans les mois qui viennent, en développant dans tout le pays des fronts de luttes et de progrès pour la France :

- **pour une sécurisation de l'emploi et de la formation** qui donne un coût d'arrêt aux suppressions de milliers d'emplois dans le pays et oppose à la précarité, à la souffrance au travail, au contrôle accru des chômeurs, au manque de formation, le droit à un travail émancipé, à une rémunération à la hauteur de sa qualification, à une protection sociale pour tous les travailleurs.euses. Amplifions la mobilisation pour l'égalité professionnelle. Participons aux mobilisations en cours notamment celle des salariés de Carrefour du 5 au 10 février.
- **pour les droits des femmes**, l'heure est à donner un prolongement au mouvement de libération de la parole des femmes pour mettre fin aux violences faites aux femmes dans les foyers, les lieux de travail et l'espace public, pour le partage des pouvoirs, pour l'éducation à l'égalité de la crèche à l'université, pour l'égalité professionnelle, la revalorisation des métiers dit féminisés et le droit à disposer de son corps.
- **pour un accueil digne des migrants** à l'opposé du projet asile-immigration du gouvernement qui sera une des lois les plus répressives que le pays ait connu. Avec les associations, nous demandons l'accueil inconditionnel, l'ouverture de nouvelles places d'hébergement pour le garantir, le droit au travail pour tous les migrant.e.s, l'abrogation du délit de solidarité.
- **pour une nouvelle industrialisation de la France** pour répondre aux besoins du pays, aux exigences sociales et écologiques. Mobilisons-nous pour stopper la vente de fleurons de notre industrie comme Alstom et pour développer une stratégie industrielle avec les travailleurs.euses et les habitant.e.s des territoires concernés. Il n'y aura pas de grandes réponses aux défis du siècle sans reconquête industrielle et relocalisation des productions.

- **pour un service public et une protection sociale du XXI^e siècle : pour une politique de santé publique** qui donne les moyens aux personnels de l'hôpital public et des ehpad de remplir leurs missions, pour le droit à la retraite et pour le 100 % sécurité sociale à l'opposé des attaques actuelles contre son financement. Participons aux mobilisations des prochaines semaines, aux côtés des retraités et des personnels des ehpad le 15 mars, soutenons le tour de France des parlementaires communistes qui vont à la rencontre des soignant.e.s et le 23 juin prochain soyons au rendez-vous à Paris pour la défense des hôpitaux de proximité ; **pour une école et un enseignement supérieur de l'égalité**, démocratisée, pour le partage des savoirs et le développement de la recherche à l'opposé du dispositif « Parcours sup » et de la réforme du lycée. Participons à la prochaine journée d'action intersyndicale du 6 février. Mobilisons-nous également le 8 février avec les cheminots **pour un service public ferroviaire de qualité** et avec les travailleuses de tous les secteurs qui ont rejoint cette date de mobilisation.
- **pour le droit au logement pour tous et toutes**, le logement comme un bien public cogéré avec les habitant.e.s au plus près des territoires, grâce à un service public national du logement, à l'opposé de la politique actuelle de baisse de l'APL et de casse du logement social. Participons à la journée de mobilisation du 24 mars à l'appel de la CNL.
- **pour la défense de nos communes et de nos départements et un plan d'urgence pour les territoires les plus fragiles de nos villes et de nos campagnes** : participons à la journée de mobilisation du 7 février contre la disparition des départements ; soyons nombreux le 18 mars prochain pour défendre la commune, maillon essentiel de la vie démocratique ; poursuivons la mobilisation engagée avec les états généraux de la politique de la ville initiée par Grigny ; et encourageons la "marche vers l'Elysée" samedi 9 juin prochain, initiée par les élu.e.s communistes des Hauts de France pour porter les cahiers des colères et des espoirs de toute une région et dire "*arrêtez l'austérité et les vieilles recettes libérales, nous voulons du neuf !*", prendre le pouvoir sur la finance et mettre l'humain au coeur de tous les choix.

Toutes ces mobilisations portent en elles un avenir de progrès pour notre pays. De nouvelles victoires sont possibles en les amplifiant.

Toutes portent en commun une nouvelle utilisation de l'argent, le recul du coût du capital, des dividendes versés aux actionnaires et des intérêts payés aux banques, pour réorienter le crédit vers la réponse aux besoins sociaux et écologiques. **Toutes portent en commun la nécessité de nouveaux droits pour les salarié.e.s** : le refus de la toute-puissance patronale et la nécessité d'un travail émancipé, la reconnaissance de l'expertise des travailleuses, de leur qualification, de leur droit à peser sur les choix des entreprises jusqu'aux choix stratégiques. **Toutes portent en commun la nécessité d'un changement des institutions européennes et mondiales** pour les réorienter au service de l'intérêt général et de la protection de la planète.

Chacune et chacun d'entre-nous peut agir pour faire grandir cette alternative. Ensemble, construisons un nouveau progrès social pour la France !